

Conférence des
présidents d'université

103, bld Saint Michel

75005 Paris

01 44 32 90 00

www.cpu.fr

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 27 décembre 2020

Sortie du Royaume Uni du programme Erasmus : devant ce qu'elle considère comme un grave échec, la CPU appelle à une concertation avec ses homologues européennes

L'accord trouvé dans les ultimes heures de la négociation entre les 27 pays de l'Union européenne et le Royaume-Uni devrait permettre la poursuite des partenariats de recherche entre les universités françaises et britanniques au-delà de la période de transition, mais prévoit la sortie du Royaume Uni du programme Erasmus, contrairement aux engagements du premier ministre anglais Boris Johnson.

La CPU déplore qu'Erasmus + ne fasse pas partie de l'accord, mettant fin à plus de 30 ans de coopérations entre établissements universitaires français et britanniques qui permettaient la mobilité de dizaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants chaque année entre les deux pays. Le Royaume-Uni était la première ou la deuxième destination européenne des étudiants français et la France était également l'une des premières destinations européennes pour les étudiants britanniques.

Les premiers perdants seront sans nul doute les étudiants. Il est à craindre en effet que les conditions d'obtention d'un visa étudiant à partir du 1er janvier 2021, et plus encore les frais d'inscription sans commune mesure avec ceux pratiqués en France, ne découragent nombre d'entre eux.

La CPU considère qu'il s'agit là d'un grave échec de cet accord, allant à contre-courant de la dynamique de construction des universités européennes dans laquelle les universités françaises et celles des autres pays de l'union se sont largement investies. Il fait par ailleurs payer le prix fort aux jeunes générations, et fragilise le principe d'un socle culturel et linguistique partagé, porteur de valeurs telles que la circulation, l'échange et l'inclusion. A terme, une telle mesure, aujourd'hui fondée sur une logique économique, risque d'aggraver l'éloignement des citoyens britanniques et européens.

La CPU souhaite se concerter avec ses homologues européennes ainsi que la conférence des recteurs des universités britanniques Universities UK pour envisager une alternative permettant de poursuivre le soutien à la mobilité des étudiants entre l'Europe et le Royaume Uni, avec l'appui de l'union européenne et de nos gouvernements respectifs.